

## **COURRIER DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES FRANCE - N° 185 - 12 octobre**

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche Mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien la MMF) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail.

---

### **SOMMAIRE**

- 1 - Choisir d'avoir un enfant, choisir sa sexualité : C'est nous qui décidons ! C'est notre droit et c'est la loi ! - Le Collectif Tenon - Page 1
  - 2 - Rassemblement pour l'Égalité des salaires entre les Femmes et les Hommes, Maintenant ! - le 15 octobre - Page 2
  - 3 - Le 15 octobre, journée mondiale de mobilisation des indigné-es - Tous et toutes ensemble pour un changement mondial - Page 2
  - 4 - Manifestation 5 novembre contre les violences faites aux femmes - CNDF - APPEL dans N°184
  - 5 - « Campagne contre le viol » : Après la pétition, une vidéo à voir - Page 4
  - 6 - Première déclaration du nouveau Réseau « Femmes en révolutions au Maghreb et au Proche-Orient » - Page 4
  - 7 - Boycott de la compagnie Philippine Airlines - Message du Comité International MMF - Page 5
  - 8 - Une députée afghane en grève de la faim - Françoise Causse - Page 5
  - 9 - Des femmes saoudiennes - par Corentin Bainier - Page 6
  - 10 - Prix Nobel de la paix : une victoire pour les femmes - Communiqué de presse La CLEF - Page 7
  - 11 - Changement au Sénat, encore moins de sénatrices, 49 élues pour 52 sortantes - Communiqué « Elles aussi » - Page 8
  - 12 - En mouvement - Christine Le Doaré - Centre LGTB Paris - Page 8
  - 13 - Prochaine AG Féministe - Page 11
  - 14 - Débat « Féminisme d'hier et d'aujourd'hui » - 19 octobre - Page 11
  - 15 - Séminaire du CEDREF 2011-2012 : Violences, guerre et militarisation : analyses féministes »
  - 16 - On danse le 16 octobre à Paris - « 40 ans du mouvement » - Page 11
  - 17 - Exposition photographique et sonore « En Marche ! » autour de la Marche Mondiale des Femmes - de Claire Malen - Page 11
  - 18 - Livre : Le féminisme change-t-il nos vies ?" - Delphine Gardey - Page 11
  - 19 - Rencontre « Féminism and Lesbian Self Representation in Experimental Cinema » - 20 octobre
  - 20 - Livre : « Le dictionnaire de la violence » - Page 11
  - 21 - Livre : « le viol, un crime presque ordinaire - Par Audrey Guiller et Nolwenn Weiler - Page 11
  - 22 - Livre : « L'homme féministe : un mâle à part ? » de Emmanuelle Barbaras et Marie Devers - Page 12
- 

### **MOBILISATIONS**

- 1 - Choisir d'avoir un enfant, choisir sa sexualité : C'est nous qui décidons ! C'est notre droit et c'est la loi ! - Le Collectif Tenon

#### **Rassemblement devant l'hôpital Tenon**

4 rue de la Chine

le 15 octobre de 10h30 à 12h30

Dans le 20<sup>ème</sup>, nous avons été nombreux-ses à nous mobiliser pour la réouverture du centre IVG de l'hôpital Tenon. Pendant 15 mois, nous avons mené la lutte et nous avons gagné ! Le centre a repris ses activités en avril. Il s'agit d'un retour à la légalité, puisque la loi de 1979 a inscrit définitivement dans le texte le droit des femmes d'interrompre une grossesse, et décidé la création d'un centre IVG dans chaque hôpital public. Mais les politiques qui nous gouvernent font preuve d'une grande hypocrisie. Leur main droite ignore ce que fait leur main gauche. Ils affirment respecter le droit de choisir mais s'emploient à fermer les centres IVG, comme d'ailleurs ils ferment d'autres services et rognent sur les moyens des hôpitaux. Et voilà que des petits groupes religieux intégristes s'installent à la porte de l'hôpital Tenon ! Ils prétendent remettre en cause la réouverture du centre. Bon nombre de ces fanatiques brandissant leur croix vont jusqu'à refuser le droit à la contraception. Aiguille à tricoter, eau savonneuse, infusions de persil et autres bricolages souvent aussi inefficaces que dangereux... nous ne voulons pas revenir au temps de la barbarie ! Le temps où les femmes ont connu la peur, la galère des grossesses non désirées, les avortements clandestins et leurs conséquences souvent dramatiques.

Le 17 septembre dernier, on a ainsi pu voir le groupe intégriste SOS-Tout-petits en plusieurs endroits devant et autour de l'hôpital, où il a pris place grâce à la protection de la police. Il a fallu de fortes protestations d'habitant-es du 20<sup>ème</sup>, d'élu-es, de militant-es qui s'étaient regroupé-es devant l'hôpital, pour que la police se décide enfin à les faire s'éloigner. -

Ils annoncent leur retour le samedi 15 octobre à 10h30. Sous prétexte de prières, ils viennent exercer leur pression sur les femmes, les usager-es et personnel de l'hôpital. Le ministre de l'intérieur a annoncé avec force publicité que désormais les prières de rue seraient interdites. Deux poids, deux mesures : ses services autorisent et protègent ces intégristes munis de chapelets. Ces pressions sont inadmissibles et nous serons là, samedi, comme à chaque fois, pour les empêcher et surtout réaffirmer notre droit à disposer de notre corps. Nous vous invitons à nous rejoindre !

Application de la loi, un centre IVG dans chaque hôpital public !

Vigilance face aux groupes rétrogrades qui s'en prennent à nos choix, à nos sexualités, à nos droits, avec la complicité de l'Etat !

Non à tout ordre moral qui voudrait contrôler nos vies ! Notre corps nous appartient !

## **2 - Rassemblement pour l'Égalité des salaires entre les Femmes et les Hommes, Maintenant !**

- le 15 octobre

Pour exiger l'augmentation des salaires dans tous les secteurs féminisés, rassemblement samedi 15 octobre, 15h-18h devant les Marches de la Bastille. Animation par «Féminisme enjeux» (Théâtre de l'Opprimé) ; Témoignages des travailleuses du commerce, aide à la personne, ouvrières de l'électronique... Parce que nous exigeons de vrais salaires pour de vrais métiers, nous exigeons la revalorisation des métiers et l'augmentation des salaires dans tous les secteurs féminisés ! *mail* : [egalitedesalaires.maintenant@gmail.com](mailto:egalitedesalaires.maintenant@gmail.com)

La pétition en ligne : <http://www.mesopinions.com/Egalite-des-salaires-entre-les-femmes-et-les-hommes---Maintenant---petition-petitions-f17bf287632fc01d27bbb2fc073e0fea.html>

## **3 - Le 15 octobre, journée mondiale de mobilisation des indigné-es - Tous et toutes ensemble pour un changement mondial**

Le 15 octobre des gens du monde entier descendront dans les rues et sur les places. De l'Amérique à l'Asie, de l'Afrique à l'Europe, ces personnes se mobilisent pour réclamer leurs droits et exiger une vraie démocratie. Maintenant il est temps de nous réunir dans une protestation mondiale non-violente. Le pouvoir en place travaille au profit de quelques-un-es en ignorant aussi bien la volonté de la majorité que le prix humain et environnemental que nous payons. Cette situation intolérable doit cesser. Uni-es d'une seule voix, nous allons faire savoir aux politiciens, et aux élites

financières qu'ils servent, que c'est à nous, le peuple, de décider de notre avenir. Nous ne sommes pas des marchandises entre leurs mains, ni entre celles des banquiers, qui ne nous représentent pas.

Le 15 octobre nous nous rencontrerons dans les rues afin d'initier le changement mondial que nous voulons. Nous allons manifester pacifiquement, débattre et nous organiser jusqu'à l'obtenir. Il est temps de nous unir. Il est temps pour eux de nous écouter.

A PARIS :

14h : rassemblements et assemblées populaires locales dans les lieux suivants : Gare de Lyon, Châtelet-Halles, Gare d'Austerlitz, Gare du Nord, Gare Saint-Lazare, Belleville. Les rassemblements décentralisés ont pour objectif de diffuser le plus largement possible notre message et la façon dont nous fonctionnons (assemblées populaires), notamment aux noeuds de communication (gares). La dispersion est voulue : non pas s'imposer par une manifestation, mais être présent-es dans le plus grand nombre de lieux possibles. Aussi, les autres actions locales sont les bienvenues. Ces rassemblements s'inscrivent aussi dans une volonté à terme d'ancrage local du mouvement dans les quartiers. La batucada et la fanfare accompagneront la marche de Belleville à l'Hôtel de Ville. La convergence à partir des autres lieux pourra prendre des formes différentes selon la situation et le souhait des personnes aux rendez-vous (chants et diffusion de tracts dans le métro, dans les rues...)

17h : Convergence sur le parvis de l'Hôtel de Ville pour une AG connectée aux AG de Barcelone, New York, Madrid, Bruxelles etc. Echanges sur nos réalités et comment agir ensemble du local au mondial.

20h : Faîtes de la liberté ! Musique, fanfare et batucadas devant l'Hôtel de Ville

La manifestation, et l'assemblée sont l'oeuvre de tou-t'es, avec les contributions de chacun. A chacun-e de prendre la parole, de s'exprimer, d'apporter un carton, une banderole, des craies (pour écrire par terre), des bombes à peinture et des marqueurs pour les banderoles, de la peinture pour se maquiller, des brassards jaunes pour être visibles, des mégaphones, du drap, de la ficelle, des instruments de musique, des sifflet, des casseroles... A chacun de diffuser l'information, de twitter, de differ, de parler, d'amener ses collègues, ses voisins, sa grand mère...

L'attente est très forte qu'il n'y ait pas d'étiquettes ni de drapeaux, qu'il n'y ait pas de frontières entre nous. Pas de division en cortèges avec les uns devant les autres derrière, mais tous unis et rassemblé-es, avec chacun son message, sa singularité, sa place dans le mouvement... Privilégions au drapeau le mot original, le dessin amusant, la libre expression qui a du sens, de l'humour, de la poésie, pour accrocher les regards et gagner les coeurs.

Site parisien : <http://paris.reelledemocratie.com/node/572>

Site international : <http://15october.net/fr/>, <http://map.15october.net/>

#### **4 - Manifestation 5 novembre contre les violences faites aux femmes - CNDF - APPEL dans N°184**

Les affaires Srauss Kahn, Tron, Mahéas, et les réactions qu'elles ont suscitées ont provoqué une sorte de séisme parmi les féministes en France. Même si la parole des victimes s'est relativement libérée, nous avons assisté aussi à une « mise à nu » de l'état de la société française quant à l'appréhension des violences faites aux femmes. Nous le savions, bien sûr, mais ce tableau peu réjouissant nous a éclaté au visage, surtout que nous luttons depuis des décennies : propos sexistes « décomplexés » (et ça continue), conséquences qui minent toujours autant les victimes tant ces violences ne sont pas reconnues et entendues ; femmes ne désirant pas porter plainte et on les comprend ; lois pas appliquées, arsenal législatif toujours incomplet après le vote de la première loi contemporaine concernant les violences faites aux femmes, celle sur le viol de 1980, etc. Nous avons réagi vigoureusement de nombreuses façons : communiqués de presse, textes, émissions dans

les médias, rassemblements, etc. Lors de cette rentrée, nous avons toujours besoin d'affirmer notre résistance face aux tentatives de régression, nous avons besoin d'aller de l'avant pour ne pas reculer. C'est pourquoi, avant les vacances d'été, lors de réunions unitaires, il a été décidé de convoquer pour le 5 novembre 2011 une manifestation nationale contre les violences faites aux femmes à Paris. A Paris, car dans ce pays c'est dans la capitale que se trouvent les centres de décision. Si la Préfecture le permet, nous désirons aller de Bastille vers Matignon pour porter nos revendications et exigences au Premier ministre. Nous savons que nous sollicitons les régions pour se déplacer, mais ne voyons pas comment l'éviter. Le 5 novembre et non pas le 25, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, car justement nous savons que beaucoup d'activités locales se déroulent le 25 novembre, en régions comme à Paris.

Les signatures peuvent encore arriver sur : [signatures5novembre@gmail.com](mailto:signatures5novembre@gmail.com) ou sur [collectifdroitsdesfemmes.org](http://collectifdroitsdesfemmes.org)

Alors dans la rue le 5 novembre, l'enjeu est d'importance. Et tenez nous au courant sur [collectifdroitsdesfemmes@gmail.com](mailto:collectifdroitsdesfemmes@gmail.com).

### **5 - « Campagne contre le viol » : Après la pétition, une vidéo à voir**

L'actualité de ces derniers mois nous montre que la honte n'a pas encore changé de camp et qu'il est essentiel de faire entendre la voix des femmes. Nous avons mis une vidéo en ligne et souhaitons la diffuser le plus largement possible. Notre objectif est double : appeler à la manifestation nationale contre les violences faites aux femmes du 5 novembre à Paris et faire signer massivement notre pétition qui sera remise au gouvernement le 25 novembre.

[http://www.dailymotion.com/campagne\\_contre\\_le\\_viol#videoId=xlkoe2](http://www.dailymotion.com/campagne_contre_le_viol#videoId=xlkoe2)

### **6 - Première déclaration du nouveau Réseau « Femmes en révolutions au Maghreb et au Proche-Orient »**

Suite à la semaine « Femmes en Révolution » à Lyon, un collectif s'est créé avec les femmes dans les pays arabes en révolution. Voici leur communiqué de presse :

A l'initiative du collectif *Femmes en révolutions* au Maghreb et au Proche-Orient, nous, femmes de toutes générations et de tous niveaux sociaux participant activement aux processus révolutionnaires en cours, nous sommes réunies du 26 au 30 septembre à Lyon. A l'issue de cette rencontre, pour renforcer la vigilance à l'égard des tentatives de remise en cause des acquis des femmes obtenus par leurs luttes sur un demi-siècle, nous avons décidé de créer le réseau « *Femmes en révolutions* ». La priorité aujourd'hui est de faire valoir les droits des femmes à la participation à la vie politique et à l'amélioration de leurs statuts juridiques, indispensables pour assurer leur présence dans tous les lieux de décision politique - assemblées, parlements, gouvernements, conseils d'administration, etc.

Le réseau *Femmes en révolutions* sera particulièrement attentif à la nécessité de la participation féminine à l'élaboration des constitutions. C'est seulement à cette condition qu'elles pourront contribuer de façon active aux principes qui vont construire l'avenir de leur société, à commencer par le principe d'égalité entre femmes et hommes

Nous, membres du réseau *Femmes en révolutions*, issues de Tunisie, Egypte, Libye, Palestine, Irak, Syrie, Maroc, Algérie et France, nous nous adressons aux responsables politiques de nos différents pays pour exiger que les principes d'égalité et de justice prévalent dans tous les processus de transformation démocratique en cours. Les valeurs authentiques de la révolution sont portées par les femmes, les jeunes, les sans emplois, les sans droits ; elles ne pourront se concrétiser sans elles et eux. Les droits des femmes sont inaliénables, pour un avenir meilleur, pour la démocratie et les libertés.

*Membres du Collectif : Planning Familial, Centre de documentation et d'informations des femmes et des familles (CIDFF), Collectif régional d'associations tunisiennes Rhône-Alpes pour la Liberté et la Démocratie en Tunisie (CORALDT), Espace Projets Inter-associatifs de Vaulx en Velin (EPI), Femmes contre les intégrismes (FCI), Femmes Informations Juridiques Internationales en Rhône-Alpes (FIJIRA), Femmes Solidaires, Maison des Passages, Marche Mondiale des femmes Rhône-Alpes, Osez le féminisme.*

## **INTERNATIONAL**

### **7 - Boycott de la compagnie Philippine Airlines - Message du Comité International de la MMF**

Notre 8<sup>ème</sup> Rencontre Internationale (RI) approche à grands pas ! Dans six semaines, nous serons toutes ensemble pour échanger nos idées et nos expériences sur les défis, les perspectives et les stratégies de notre mouvement pour la période allant de 2011 à 2015, discuter des changements de nos Statuts et Règlements, développer des plans d'action régionaux, élire les nouvelles membres du Comité International (CI), etc.

Etant donné que la République des Philippines est un archipel comprenant des milliers d'îles, toutes les participantes à cette RI, excepté nos amies des Philippines elles-mêmes, arriveront et partiront en avion, ce qui veut dire que vous avez réservé et acheté vos billets d'avion ces dernières semaines... La compagnie aérienne des Philippines est la Philippine Airlines et Jean (membre du CI et coordinatrice de la CN des Philippines) nous a demandé soutien et solidarité envers les travailleurs et travailleuses de l'Association des Employé-es de la Philippine Airlines (PALEA) qui luttent contre un plan d'externalisation visant à licencier 2.600 employé-es et les rétrograder du statut de travailleur-ses régulier-es au statut de travailleur-ses contractuel-les.

Le 27 septembre, PALEA a protesté à l'aéroport et dans d'autres bureaux de la PAL afin de lutter contre ce plan de sous-traitance, paralysant ainsi les opérations de la compagnie. La réponse de PAL et du gouvernement des Philippines a été l'expulsion des travailleur-ses protestataires par la police et des gardes de la sécurité. Les travailleur-ses ont été déclarés interdit-es de travail et licencié-es depuis le 1er octobre. Jean voudrait partager avec nous l'information et nous demande de nous montrer solidaires envers les travailleurs de la PALEA en ne voyageant pas avec la compagnie aérienne des Philippines. Ainsi, nous pourrions dire au monde entier, et à la compagnie aérienne des Philippines, que « la MMF se réunit aux Philippines pour une Rencontre Internationale mais qu'aucune de nos déléguées ne voyagera avec Philippines Airlines. PAL n'est pas sûr, ni pour les passagers, ni pour les femmes, ni pour les travailleurs ! » En solidarité féministe, le Secrétariat International de la MMM

Photos du piquet de grève, avec notre amie Jean de la MMF Philippines :

Voici les photos de la visite au piquet de grève de la compagnie aérienne des Philippines:  
[http://groups.yahoo.com/group/wmw\\_pilipinas/attachments/folder/1293054734/item/2009643936/view](http://groups.yahoo.com/group/wmw_pilipinas/attachments/folder/1293054734/item/2009643936/view) [http://groups.yahoo.com/group/wmw\\_pilipinas/attachments/folder/1293054734/item/295779114/view](http://groups.yahoo.com/group/wmw_pilipinas/attachments/folder/1293054734/item/295779114/view) [http://groups.yahoo.com/group/wmw\\_pilipinas/attachments/folder/1293054734/item/1666487756/view](http://groups.yahoo.com/group/wmw_pilipinas/attachments/folder/1293054734/item/1666487756/view) [http://groups.yahoo.com/group/wmw\\_pilipinas/attachments/folder/1293054734/item/1769745453/view](http://groups.yahoo.com/group/wmw_pilipinas/attachments/folder/1293054734/item/1769745453/view) [http://groups.yahoo.com/group/wmw\\_pilipinas/attachments/folder/1293054734/item/194369772/view](http://groups.yahoo.com/group/wmw_pilipinas/attachments/folder/1293054734/item/194369772/view) [http://groups.yahoo.com/group/wmw\\_pilipinas/attachment/s/folder/1293054734/item/1077122721/view](http://groups.yahoo.com/group/wmw_pilipinas/attachment/s/folder/1293054734/item/1077122721/view)

### **8 - Une députée afghane en grève de la faim - Françoise Causse**

Depuis dix jours, Simin Barakzai, députée au parlement afghan, est en grève de la faim. La raison : elle conteste son éviction du parlement - ainsi que celle de huit autres membres - où tous siégeaient légalement. La vie de cette jeune femme est aujourd'hui en danger.

Une tente plantée devant le parlement. A l'intérieur, une jeune femme, élue du peuple, qui refuse

depuis dix jours de s'alimenter et menace aujourd'hui de faire la grève de la soif avec les conséquences que l'on sait. Ses amis s'alarment. Que s'est-il donc passé ?

Elle a trente ans et trois enfants. En septembre 2010, la jeune femme de Herat se porte candidate aux élections législatives. Elle est élue. La Commission électorale indépendante (CEI), tout comme les instances internationales, entérinent les résultats du scrutin. Durant les mois qui suivent, Simin Barakzai travaille donc en tant que représentant du peuple, au sein du parlement.

Pendant ce temps là, le président Karzai, qui visiblement n'apprécie pas tous les élus du peuple, crée une Cour spéciale ad hoc en charge de ré-examiner les résultats avalisés par la CEI. Cela, en violation avec les articles 33, 86 et 156 de la Constitution afghane et de l'article 58 de la Loi électorale qui stipulent qu' « aucune institution, y compris la CEI, n'a autorité à exercer quelque modification que ce soit sur le résultat d'une élection, une fois le scrutin validé. » Karzai le sait et met en avant « l'intérêt national ». Du côté des instances internationales, on parle de « solution à l'afghane » !

La Cour spéciale commence par annuler la validité des mandats de 62 parlementaires. Face à la contestation d'un groupe de députés réunis en Coalition pour la défense du Droit, elle revoit ses prétentions à la baisse, mais neuf députés demeurent déchus de leur mandat, dont Simin Barakzai.

La « solution à l'afghane », les Afghans ne s'en satisfont pas. Le 3 septembre, jour de la rentrée parlementaire, seuls 50 députés participent à la session d'ouverture lors de laquelle ils prêtent serment à la Constitution. 50 sur 249 élus... les autres sont dehors, solidaires des neuf députés déchus sans lesquels ils ne veulent pas entrer. La police cerne le bâtiment dont elle contrôle l'accès. Tous resteront dehors.

La Coalition pour la défense du Droit est un groupe parlementaire qui comprend 135 membres. Elle s'est donnée pour mission de réagir à toute action et décision prises par l'exécutif qui vont à l'encontre du Droit et de la Constitution. Simin Barakzai est une militante active de ce groupe, investie dans la défense des droits des femmes et une journaliste active. Aujourd'hui, sa vie est en danger. La Coalition appelle à une mobilisation internationale pour que le Droit soit respecté en Afghanistan et que les neuf députés recouvrent leur mandat.

## **9 - Des femmes saoudiennes - par Corentin Bainier**

Les élections municipales du 29 septembre 2011 en Arabie Saoudite seront les dernières auxquelles les femmes ne seront pas autorisées à participer. A en croire du moins l'annonce faite quatre jours plus tôt par le roi Abdallah, qui a décidé de leur octroyer le droit de vote et d'éligibilité à compter des prochaines échéances de 2015. Cette annonce, qui a surpris bon nombre d'observateurs, se révèle avant tout symbolique et opportuniste. Elle ne semble en rien annoncer une évolution vers une libéralisation d'un régime très conservateur. Une décision de façade, et dont la sincérité est à la hauteur de son opportunisme. L'octroi du droit de vote et d'éligibilité aux femmes par le roi Abdallah d'Arabie saoudite, pour symbolique qu'il soit, n'engage pas vraiment le régime sur le chemin de la libéralisation. D'abord, parce qu'au sein de cette monarchie absolue, les instances élues n'ont qu'une fonction consultative et n'ont donc concrètement pas de pouvoir. Les femmes pourront voter et siéger dans les conseils municipaux. Mais, instaurés en 2005 sous la pression de l'administration américaine, ceux-ci ne comptent qu'une moitié de membres élus, l'autre moitié étant nommée par le pouvoir royal. Elles pourront également être nommées (mais pas élues) à Majlis al-Choura, une assemblée dont le rôle est uniquement consultatif. L'annonce du roi Abdallah est intervenue à trois jours du scrutin municipal. Une façon de montrer que le régime ne fait pas franchement des droits électoraux des femmes une priorité, puisque, du coup, le délai pour leur permettre de voter en 2011 était bien trop court. Elles pourront donc s'exprimer en 2015 : « encore faut-il qu'on l'ait vraiment un jour ce droit de vote. Car on ne nous le promet que pour dans quatre ans. Même chose pour la représentation des femmes au Majlis al-Choura : ce ne sera que dans deux ans », s'inquiète Wajeha

Al-Huwaider, une militante saoudienne pour le droit des femmes, interviewée par Le Nouvel Observateur. Encore faut-il que les élections aient lieu : les municipales de 2011 devaient initialement se tenir... en 2009. Que les Occidentaux pour s'enflammer. En somme, la décision saoudienne n'est pas franchement engageante, mais elle est au moins symbolique. Abdallah semble ainsi avant tout avoir voulu faire plaisir à ses alliés : « symboliquement, l'annonce est importante, mais il n'y a que les Occidentaux pour s'enflammer », juge Fatiha Dazi-Heni, politologue spécialiste des monarchies arabes, jointe par Rfi.fr. Tommy Vietor, le porte-parole de Conseil national de sécurité américain a d'ailleurs salué « un important pas en avant dans l'accroissement des droits des femmes saoudiennes », incitant le roi à entreprendre d'autres réformes, dans des propos rapportés notamment par le blog Saudi Women Driving. Par ailleurs, cette annonce intervient en plein printemps arabe, et veut sans doute donner l'impression que le roi est prêt à ouvrir son régime. Difficile pourtant de voir la très conservatrice Arabie saoudite aller dans le sens de réformes libérales. « Un roi de 87 ans ne va pas faire la révolution dans son pays alors qu'il est un des leaders de la contre-révolution », analyse Fatiha Dazi-Heni, qui rappelle que c'est l'Arabie saoudite « qui a piloté l'action à Bahreïn pour éviter la bascule vers une monarchie constitutionnelle ». De même, le pays prépare une loi sécuritaire qui devrait étendre la lutte anti-terroriste aux militants d'une monarchie constitutionnelle. Selon la politologue, tant qu'il n'y aura pas une réelle inflexion pour envisager un changement de régime en ce sens en Arabie saoudite, il ne sera pas question de réformes sérieuses pour les femmes saoudiennes, comme pour leurs concitoyens. Et rien ne laisse penser que cette inflexion se produira. Les successeurs possibles d'Abdallah n'ont en rien le profil de réformateurs, notamment pas celui qui fait office de favori, le prince Nayef. « Nous n'avons pas les fondations nécessaires à une révolution. Nous n'avons pas les ONG, une population suffisamment éduquée pour pousser à plus de réformes, nous n'avons pas de partis politiques », déplore par ailleurs Wajeha Al-Huwaider.

Ce manque de perspectives de changement ne doit pas masquer que, depuis une quinzaine d'années, le débat sur la place de la femme dans la société saoudienne se développe : les Saoudiennes sont 55 % à être diplômées, elles peuvent ouvrir des commerces (certes avec le tutorat d'un homme) ; le 17 juin 2011, des Saoudiennes avaient appelé à prendre le volant pour protester contre une tradition archaïque. A leur instar, de plus en plus de Saoudiennes conduisent. « Autoriser les femmes à conduire serait apparu comme une mesure bien plus progressiste » que l'octroi du droit de vote, estime d'ailleurs Fatiha Dazi-Heni. Bien qu'aucune fatwa n'interdise formellement aux femmes de conduire, la tradition en a voulu autrement. En début de semaine, une Saoudienne a été arrêtée au volant d'une voiture. Condamnée à dix coups de fouet, elle a été graciée... par le roi. Laisser s'exécuter la sentence au lendemain de la mesure sur le droit de vote n'aurait pas fait très bonne impression, mais Abdallah n'envisage pas pour autant d'accéder aux revendications des Saoudiennes sur leur droit au volant. Le blog Saudi Woman souligne d'ailleurs les contradictions dont sont victimes les femmes, en se demandant avec humour, si en 2015, les maris des Saoudiennes accepteraient de les conduire au bureau de vote... Là encore, la décision d'amnistie semble donc avant tout symbolique. Sans réelle pression de la population, la monarchie saoudienne, assise sur ses pétrodollars et le soutien américain, n'a aucune raison d'évoluer. Mais elle devrait se tenir sur ses gardes : « Le royaume est dépendant à 90 % des ressources pétrolières, dépendant du prix du pétrole et abrite une jeunesse oisive : ce sont là des bombes à retardement », estime Fatiha Dazi-Heni. A force de revendications et de droits gagnés, même symboliques, les femmes pourraient peut-être, elles aussi, rejoindre cette liste.

## TEXTES

10 - Prix Nobel de la paix : une victoire pour les femmes - Communiqué de presse La CLEF

La CLEF se réjouit de l'attribution vendredi 7 octobre du Prix Nobel de la Paix à trois femmes ; la présidente du Libéria Ellen Johnson Sirleaf fut élue première femme président du continent africain en 2005 ; sa compatriote, la militante libérienne Leymah Gbowee, très active lors des conflits internes qui ont ravagé son pays pendant plusieurs années ; la journaliste yéménite Tawakkol Karman, emblème du Printemps arabe et de toutes ces femmes qui se sont soulevées dans les pays arabes contre le pouvoir en place. Autant de combats qui s'appuient sur une volonté de briser le modèle patriarcal et de défendre le système démocratique pour le continent africain et le monde arabe.

La reconnaissance de ces trois femmes est un symbole fort de résistance, de lutte, qui doit servir d'exemple pour toutes les femmes. Depuis toujours la CLEF est convaincue que les défis du XXIème siècle ne peuvent être surmontés en ignorant ou en écartant la moitié de la force créatrice et d'innovation de l'humanité. La planète a besoin de ses femmes « opposantes à l'ordre établi » pour construire une société qui affirme l'universalité des droits des femmes : égalité en droits, devoir et dignité des femmes et des hommes partout dans le monde.

### **11 - Changement au Sénat, encore moins de sénatrices, 49 élues pour 52 sortantes - Communiqué « Elles aussi »**

Encore 77,9 % d'hommes dans le nouveau Sénat, la situation est bloquée. Plusieurs raisons à ce blocage : le système électoral, indirect et mixte (112 sièges au scrutin proportionnel, 58 sièges au scrutin majoritaire) favorise les notables cumulant les mandats ; peu de femmes sont investies en tête de listes par les partis (16%) ; des listes dissidentes sont menées en très grande majorité par des hommes, certaines répondant à une stratégie de contournement de la parité.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 28,8 % de femmes élues le 25 septembre pour 41,8% de candidates. La démocratie paritaire est en panne. Les femmes ne sont toujours pas perçues comme pleinement légitimes et la France reste très en retard pour le nombre de femmes au Parlement, là où se font les lois qui impactent la vie quotidienne des femmes et des hommes.

Une démocratie vivante peut-elle accepter cette situation de blocage ? De nouvelles réformes s'imposent pour favoriser l'égal accès des femmes aux postes de décision législatifs. Il est grand temps de réinitier un large débat sur les modes de scrutin qui permettraient de garantir la parité au Sénat et à l'Assemblée nationale et d'imposer par la loi le mandat unique des parlementaires. Afin d'élargir le vivier territorial de femmes élues, nous demandons également au Sénat de débattre très rapidement sur le projet de loi relatif aux élections municipales qui est resté en sommeil, projet instituant des listes paritaires pour les communes de 500 à 3500 habitants. Pour un véritable changement, il est urgent de modifier les règles de la vie politique et de transformer nos pratiques.

### **12 - En mouvement - Christine Le Doaré - Centre LGTB Paris**

Après des années d'immobilisme et de démobilité, tout bouge soudain et très vite. Cet été déjà, la violente réaction contre l'enseignement du genre et de l'orientation sexuelle, dans les manuels SVT des classes de première, nous avait sortis de notre torpeur. Ces députés et sénateurs qui n'acceptent pas que des élèves comprennent que le genre n'est pas déterminé de façon aussi binaire qu'il y paraît et que l'orientation sexuelle n'est pas unique ni figée, nous avaient quelque peu inquiétés et agacés. Des avancées arrachées à grand peine, à peine prises en compte et aussitôt menacées ? Pas question.

Puis, nous apprenions l'abandon des charges au pénal contre DSK et son retour en France. Le traitement médiatique et les réactions politiques qui s'en sont suivis n'ont pas manqué de nous interpeller et de mobiliser les groupes féministes et leurs alliés. La tentative de réhabilitation médiatique orchestrée avec la complicité de proches et de médias, véritablement indécente et

donnant à penser que les puissants trouvent toujours les moyens de se sortir de tout, ne pouvait rester sans réponses. Non, l'abandon des charges contre DSK ne signifiait pas qu'il était «blanchi» puisqu'on ne peut être blanchi qu'après avoir été condamné à tort et rejugé. Le procureur, dans un contexte éminemment politique, avait abandonné les charges parce qu'il doutait de pouvoir convaincre un jury populaire, embarrassé par les mensonges de Mme Diallo.

Dans cette affaire, les deux protagonistes ont menti. Elle, qui pour quitter son pays, n'avait pas trouvé d'autre stratégie (Quelle révélation, la vie des gens pauvres est probablement plus complexe que celles des gens sans problème !); lui, car, s'il ne s'agissait pas d'un rapport tarifé, comment expliquer dans ce cas qu'en 7 minutes chrono, ce sémillant sexagénaire ait pu baratiner Mme Diallo, la séduire, et dans un rapport parfaitement consenti, lui enfourner son sexe dans la bouche et éjaculer ? !

Au moins trois faits majeurs sont incontournables : Mme Diallo a bien menti sur son passé ; l'ADN de DSK a bien été relevé dans cette chambre d'hôtel le rapport sexuel est prouvé et même minuté ; un rapport médical est disponible, il mentionne des brutalités et blessures.

Pourtant, les mensonges de Mme Diallo auront pesé bien plus lourd dans la balance que ceux de DSK, puisque c'est sur ce seul élément que la justice américaine a décidé d'abandonner les charges. Aux USA, DSK s'en est bien sorti, il n'a pas été jugé au pénal ; il est libre et bénéficie de la liberté d'expression, mais rappelons-le, il demeure toujours sous le coup d'une plainte pour tentative de viol en France et d'une procédure civile, aux USA. Dans son cas, la seule attitude digne et responsable aurait consisté à exprimer des excuses sincères auprès des intéressées et non du FMI, à engager une thérapie pour traiter son addiction sexuelle et son comportement de prédateur sexuel et surtout à modestement et lucidement, disparaître de la scène politique et économique française. Mais non, il aura préféré se livrer à une mascarade télévisuelle à laquelle tout compte fait, très peu de personnes ont adhéré. Et maintenant, indécent jusqu'au bout, ces avocats demandent l'immunité au civil, en arguant des fonctions qui étaient les siennes au FMI, au moment des faits. On touche ici du doigt la complaisance de l'institution qui met ses protégés à l'abri des lois et de la justice humaine.

L'affaire DSK est décidément révélatrice de l'état de notre société, malade de son patriarcat.

DSK est désormais le symbole de l'impasse du machisme et des comportements de mépris et de violence exercés par tant d'hommes de pouvoir sur les femmes ; et autant le préciser, ces rapports de pouvoir, on les retrouve à tous les niveaux de la société, y compris même au sein du couple, trop souvent nid de violences conjugales.

Il serait temps de revenir aux fondamentaux car les enjeux de société sont énormes : la lutte contre le viol - 200 viols déclarés par jour en France -, contre tous les viols ici et ailleurs, mais aussi contre les violences, toutes les violences ici et ailleurs, faites aux femmes et aux enfants et aussi à beaucoup de personnes LGBT - 16 % des femmes et 5 % des hommes interrogés lors de l'enquête CSF ont déclaré avoir subi des rapports sexuels forcés ou des tentatives de rapports forcés au cours de leur vie. Mais pour cela, nous aurions aussi besoin d'entendre de la bouche des responsables politiques dignes d'exercer une telle fonction au plus haut niveau, que jamais, ils ne permettront à un tel individu de revenir en situation d'exercer un quelconque pouvoir politique. De telles déclarations, franches et sans détour, se font encore attendre.

Dans un même temps, les primaires socialiste, que les sondeurs s'acharnent à nous prédire gagnées d'avance, battent leur plein. Puis soudain c'est la surprise, les sénatoriales sont emportées par la gauche et cette victoire nous prend à rêver de changements et de renouveau. Un bémol toutefois, car le nombre de sénatrices est passé de 80 en 2008 à 77 et seules 49 femmes ont été élues sur les 170 sièges à renouveler.

Après des années de piétinement, de dégradations et de reculs en tous genres, dans le domaine socio-économique mais aussi en matière de droits et de libertés, ce mouvement qui soudain

s'accélère, la forte mobilisation des féministes, la combativité des LGBT et plus généralement le grand ras-le-bol de la population, nous tiennent en haleine.

Le slogan de la Marche des Fiertés n'était pas pour rien « En 2011 je marche, en 2012, je vote ! 2011 nous aura réveillés, 2012 pourrait nous réserver bien des surprises, dans tous les cas, nous sommes toutes et tous désormais en mouvement.

## **COLLOQUES, DÉBATS, RÉUNIONS**

### **13 - Prochaine AG Féministe**

Elle aura lieu le mardi 18 octobre 18h30, Bourse du Travail de Paris, Salle Jean Jaures.

### **14 - Débat « Féminisme d'hier et d'aujourd'hui » - 19 octobre**

Pour débattre du féminisme d'hier et d'aujourd'hui à l'occasion de la publication récente du livre « Cahiers du féminisme, dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes (1977-1998) », les éditions Syllepse et les auteures du livre vous invitent mercredi 19 octobre à 19h, au Lieu Dit, 6 rue Sorbier Paris 20ème, (M° Ménilmontant ou bus n° 96). Nos invitées : Annick Coupé, Union Syndicale Solidaires ; Helena Hirata, sociologue, chercheuse sur les questions de genre et de mondialisation ; \*Corinne Melis, militante du Planning 93 ; Sanhadja Akrouf, féministe particulièrement active dans la solidarité avec les femmes du Maghreb. Nous feront partager leurs réflexions et leurs lectures de cet ouvrage...

### **15 - Séminaire du CEDREF 2011-2012 : Violences, guerre et militarisation : analyses féministes »**

Responsables : Azadeh Kian, Jules Falquet et Dominique Fougeyrollas ; Université Paris Diderot, Campus Javelot, salle 028, 59 rue Nationale, dalle des Olympiades, 75013 Paris ; Un lundi par mois de 16h à 18h.

*10 octobre* : Du lien entre violence domestique et politique : le cas du Kurdistan iranien ; Parvin Bakhtiarnejad, chercheuse au Centre culturel des femmes à Téhéran et Azadeh Kian, Pr de sociologie, Université Paris Diderot, CEDREF-CSPRP ;

*7 novembre* : titre à préciser : Véronique Nahoum Grappe, Anthropologue, EHESS ;

*12 décembre* : : Penser la violence des femmes ; Coline Cardi, MCF de sociologie, Paris-VIII Vincennes-Saint-Denis, CRESPPA CSU, Geneviève Pruvost, Sociologue, chargée de recherches, CESDIP- CNRS ;

*23 janvier* : Dilma, la première femme présidente et les enjeux religion-politique au Brésil pendant son élection et sa première année au pouvoir ; Miriam Pillar Grossi, Pr d'anthropologie, Université Fédérale de Santa Catarina, Nucleo de Identidades de Gênero e Subjetividades -NIGS (Brésil) ;

*13 février* : *L'expérience du Tribunal pénal international* - titre à préciser - ; André Guichaoua, Pr de sociologie, Université Paris 1, IEDES ;

*19 mars* : Violences de genre au Maroc ; Malika Benradi, Pr à la Faculté de Droit Rabat Agdal, professeure invitée du CEDREF ;

*30 avril* : Révolution et post-révolution : trajectoires de luttes contre les violences masculines faites aux femmes au Nicaragua 1979-2006 ; Delphine Lacombe, Sociologue, EHESS (IRIS)

*14 mai* : Violences liées au genre et conflits armés en Afrique ; Jane Freedman, Pr de Sociologie, Université de Paris 8.

Site du CEDREF : <http://www.cedref.univ-paris7.fr/>

## **RADIO, CINÉMA, LIVRES, SORTIES...**

### **16 - On danse le 16 octobre à Paris - Les 40 ans du féminisme**

Le dimanche 16 octobre 2011 de 17h à 23h, on danse au Centre LGBT Paris IDF 63 rue Beaubourg, dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement (métro Arts et Métiers). Dance floor et bar au sous-sol, bar et discussions au Rez-de-chaussée. Prix d'entrée inchangé : 6 € par personne. Les D.J. Isabelle et Esther poseront donc leurs platines. Soirée prévue dans le cadre des 40 ans de mouvement féministe. Après avoir fêté les retrouvailles du féminisme. Il est temps d'annoncer le programme pour les 40 ans à venir : chanter, danser, nous aimer de toutes les manières, nous retrouver le plus souvent possible pour encourager la liberté des femmes.

### **17 - Exposition photographique et sonore « En Marche ! » autour de la Marche Mondiale des Femmes - de Claire Malen**

Du 10 octobre au 19 novembre à la bibliothèque Universitaire de Roanne, 24-3 - avenue de Paris.

### **18 - Livre : Le féminisme change-t-il nos vies ?" - Delphine Gardey**

À la question posée par le titre, cet ouvrage répond oui et oui au pluriel. C'est la fertilité des luttes féministes qui est ici mise en lumière et comment celles-ci inspirent et traversent d'autres mouvements sociaux et questions contemporaines. Partagées avec d'autres causes, les théories féministes ont ainsi beaucoup « d'intersections » avec des questions sociales majeures. Dressant un bilan des acquis irréversibles du féminisme, cet ouvrage met en évidence la créativité des féministes contemporains qui démontrent comment le féminisme est un véritable laboratoire contemporain au cœur des trans-formations sociales à l'œuvre aujourd'hui.

Delphine Gardey, historienne et sociologue, est spécialiste des études de genre et de la théorie féministe. Elle enseigne à l'Université de Genève et conduit des recherches à différents titres.

*Editions Textuel, septembre 2011 (9.90€). Livre collectif des Etudes genre de l'université de Genève*

### **19 - Rencontre « Féminism and Lesbian Self Representation in Experimental Cinema » - 20 octobre**

Nous avons le plaisir de vous informer de la rencontre Feminism and Lesbian Self Representation in Experimental Cinema le jeudi 20 octobre 2011 de 16h à 17h30 avec Barbara Hammer, Elisabeth Lebovici et Stuart Corner dans le cadre de la FIAC à l'auditorium du Grand Palais à Paris. Plusieurs films de Barbara Hammer sont distribués par le Centre audiovisuel Simone de Beauvoir (En complément à la programmation Ouvertures/Openings, la FIAC développe son programme culturel en proposant un cycle de films d'artistes et de performances dans l'Auditorium du Grand Palais pendant toute la durée de la FIAC. Accès : Accessible depuis la Nef et par la rotonde Alexandre III. L'Auditorium du Grand Palais a une capacité de 104 places. Entrée libre dans la limite des places disponibles.)

<http://www.fiac.com/hors-les-murs-auditorium-grand-palais.html> <http://barbarahammer.com/>

### **20 - Livre : « Le dictionnaire de la violence »**

Le Dictionnaire de la violence vient de paraître aux PUF sous la direction de Michela Marzano. C'est un ouvrage de référence destiné à tous ceux qui, par nécessité professionnelle ou intérêt personnel, sont amenés à réfléchir à la violence, à ses manifestations contemporaines, à sa signification profonde, à ses racines historiques et à ses manifestations culturelles.

### **21 - Livre : « le viol, un crime presque ordinaire - Par Audrey Guiller et Nolwenn Weiler**

Le viol n'est pas ce que l'on croit. Ce n'est pas un simple fait divers concernant des malchanceuses tombées par hasard sur des monstres aux pulsions sexuelles irrépressibles.

En France, une femme sur six est victime de viol ou de tentative au cours de sa vie. Après un viol, rien n'est plus comme avant. Mais la vie des victimes peut reprendre. De nombreux pays se sont déjà donné les moyens de prendre en charge les victimes sérieusement. Pas la France. Dans notre pays, le suivi dont elles bénéficient est aléatoire, parfois coûteux, voire maltraitant. Le violeur peut être le père, le frère, le collègue, le voisin, le conjoint. Celui dont on ne se serait pas méfié. Et que personne ne soupçonne. La plupart des victimes ont moins de 18 ans et la majorité des filles et femmes violées le sont par quelqu'un de leur entourage, familial, professionnel ou amical. Quand ils sont jugés et condamnés, les agresseurs sont sévèrement punis. Mais moins de 10% des victimes portent plainte. Le viol est mis sous silence. Peut-être parce que notre société a encore une fâcheuse tendance à excuser les violeurs et culpabiliser les victimes. Peut-être parce qu'on confond viol et sexe. Peut-être parce qu'il est trop douloureux d'admettre que notre pays compte tant d'hommes violents.

Les moyens pour prévenir le viol, soigner les victimes et accompagner les agresseurs sont dérisoires. On laisse le viol perdurer, alors qu'il détruit des milliers de vies et dégrade les relations entre les femmes et les hommes. Y compris au détriment de ces derniers.

Qui sait ce qu'est vraiment un viol ? Qui sait qu'on peut en mourir ? Qui sait ce qui arrive aux victimes après leur agression ? Qui sait ce qui se passe dans la tête du violeur ? A partir de témoignages de victimes de viol, d'agresseurs, d'interviews de juristes, de policiers, de soignants et d'analyses de criminologues et de sociologues, cette enquête décrypte ce qui ressemble trop, malgré les discours, à une tolérance envers un crime qui n'est pourtant pas une fatalité.

*Audrey Guiller, journaliste, traite de thématiques sociales et familiales, notamment pour Ouest-France et Actualités Sociales Hebdomadaires. Elle publie également des documentaires jeunesse.*

*Nolwenn Weiler, journaliste, travaille autour des problématiques de santé et d'environnement pour Ouest-France, Politis, La Maison écologique et fait partie de la rédaction du site d'information [bastamag.net](http://bastamag.net).*

[www.viol-lelivre.com](http://www.viol-lelivre.com) ; collection « Documents », 14,90 euros ; éditions Le Cherche-Midi

**22 - Livre : « L'homme féministe : un mâle à part ? »** de Emmanuelle Barbaras et Marie Devers

Préfacé et postfacé réciproquement par Clémentine Autain et Patric Jean, il est disponible. Ce livre se veut novateur, non seulement parce qu'il est unique mais aussi parce qu'il donne la parole à des hommes qui, et ce n'est pas banal, s'investissent au quotidien pour la cause féminine. L'alliance de l'écriture et de la photographie donne une force supplémentaire au propos.

*Éditions « Les Points sur les i » 67 rue Saint Jacques*